

Niveau La Poste — Niveau De Post	Echelle de traitement La Poste — Weddenschaal De Post	Niveau agents de l'Etat — Niveau Rijkspersoneel	Echelle de traitement agents de l'Etat — Weddenschaal Rijkspersoneel
F	F2S, 25/A, 25/B, 25/C, 25/Z, 29/A & 29/B	B	BA3/BT3/BI3/BF3
F	F2, 28/A, 28/B, 28/Bspec, 28/C & 28/4	B	BA2/BT2/BI2/BF2
F	24/A, 24/X, 26/D, 27/B, 27Bspec.	B	BA2, BT1/BI1/BF1
F	26/A, 26/B, 26/C, 27/A, & F1	B	BA1/BT1/BI1/BF1
E	E3S Spec., 23/2, 24/B	C	CA3/CT2
E	E2S, E2S Spec., E3, 22/A, 22A Spec, 22/B, 22/C, 22/4 & 23/1	C	CA2/CT2
E	20/A, 20/B, E2, E1S & E1	C	CA1/CT1
D	30/D, 34/A, 34/Aspec, 34/B, 34/Bspec, 34/C, 34/Cspec, 34/3, 35/W, 35/2, 35/Y, 35/Z	D	DA4 of DT5
D	43/A, 30/A, 30/B & 30/C	D	DA3 of DT4
D	D2S, D3, D3S, 42G & 44B	D	DA2 of DT3
D	D1, D1S, D2, 40/A, 42/B - C - D	D	DA1 of DT2

Vu pour être ajouté à l'arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 7 mars 2007 organisant la sélection comparative et l'entrée en service dans la fonction publique administrative fédérale de certains agents statutaires des entreprises publiques autonomes, le 3 juillet 2007.

ALBERT

Par le Roi :

La Ministre du Budget,  
Mme F. VAN DEN BOSSCHE

Le Ministre de la Fonction publique,  
Ch. DUPONT

Le secrétaire d'Etat aux Entreprises publiques  
B. TUYBENS

Gezien om gevoegd te worden bij het koninklijk besluit van 7 maart 2007 tot organisatie van de vergelijkende selectie en de indiensttreding in het federaal administratief openbaar ambt van sommige statutaire ambtenaren van de autonome overheidsbedrijven, 3 juli 2007.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Begroting,  
Mevr. F. VAN DEN BOSSCHE

De Minister van Ambtenarenzaken,  
Ch. DUPONT

De Staatssecretaris voor Overheidsbedrijven  
B. TUYBENS

#### SERVICE PUBLIC FEDERAL INTERIEUR

F. 2007 — 3123

[S - C - 2007/00662]

**13 JUIN 2007. — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 7 juillet 1994 fixant les normes de base en matière de prévention contre l'incendie et l'explosion, auxquelles les bâtiments nouveaux doivent satisfaire**

#### RAPPORT AU ROI

Sire,

Le présent projet a pour objet l'adaptation du point 2 « définitions relatives à la résistance au feu » de l'annexe 1<sup>re</sup> de l'arrêté royal du 7 juillet 1994 fixant les normes de base en matière de prévention contre l'incendie et l'explosion, auxquelles les bâtiments nouveaux doivent satisfaire aux dispositions européennes en la matière.

Ce projet d'arrêté a fait l'objet de l'avis 42.307/4 du 7 mars 2007 du Conseil d'Etat.

1. Le Conseil d'Etat a attiré l'attention sur la possibilité prévue à l'article 2 de la loi du 30 juillet 1979 relative à la prévention des incendies et des explosions ainsi qu'à l'assurance obligatoire de la responsabilité civile dans ces mêmes circonstances, de prévoir des dérogations aux normes de prévention de base. A ce jour, il n'y a pas encore d'arrêté royal organisant le régime de ces dérogations. Aucune dérogation ne peut donc être légalement accordée. Ce qui est contraire à la volonté du législateur, a observé le Conseil d'Etat.

Un projet de réglementation mettant en œuvre le régime de ces dérogations est actuellement en cours d'achèvement.

2. Le projet rend obligatoire d'une part diverses normes et d'autre part une décision de la Commission européenne.

Le Conseil d'Etat fait observer qu'il convient d'en assurer la publication intégrale au *Moniteur belge*.

Le projet ne suit pas l'avis du Conseil d'Etat sur ce point.

#### FEDERALE OVERHEIDSDIENST BINNENLANDSE ZAKEN

N. 2007 — 3123

[S - C - 2007/00662]

**13 JUNI 2007. — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 7 juli 1994 tot vaststelling van de basisnormen voor de preventie van brand en ontploffing waaraan de nieuwe gebouwen moeten voldoen**

#### VERSLAG AAN DE KONING

Sire,

Dit ontwerp strekt ertoe punt 2 "definities inzake weerstand tegen brand" van bijlage 1 van het koninklijk besluit van 7 juli 1994 tot vaststelling van de basisnormen voor de preventie van brand en ontploffing waaraan de nieuwe gebouwen moeten voldoen aan te passen aan de Europese bepalingen ter zake.

Het ontwerp van koninklijk besluit heeft het voorwerp uitgemaakt van het advies 42.307/4 van 7 maart 2007 van de Raad van State.

1. De Raad van State wees op de mogelijkheid voorzien in artikel 2 van de wet van 30 juli 1979 betreffende de preventie van brand en ontploffing en betreffende de verplichte verzekering van de burgerrechtelijke aansprakelijkheid in degelijke gevallen, om afwijkingen van de basispreventienormen toe te staan. Aangezien er ter zake tot op heden nog geen koninklijk besluit is dat het stelsel van die afwijkingen organiseert, kunnen er afwijkingen niet op rechtmatige wijze worden toegekend, aldus de Raad van State, en dit terwijl de wetgever dit toch wel gelijk had gewild.

Er wordt echter op heden volop gewerkt aan een ontwerp van koninklijk besluit tot regeling van een stelsel van afwijkingen.

2. Bij het ontwerpbesluit worden enerzijds een beschikking van de Europese Commissie en anderzijds diverse normen verplicht verklaard.

De Raad van State merkt op dat de integrale publicatie van deze documenten in het *Belgisch Staatsblad* moet worden verricht.

Het ontwerp volgt hieromtrent het advies van de Raad van State niet.

a) Une norme reflète les règles de bonne pratique qui sont d'application pour un produit donné, un procédé donné ou un service donné au moment de son adoption.

Le respect d'une norme n'est pas obligatoire en soi. Il le devient néanmoins lorsque la réglementation applicable le prescrit. L'article 2 de l'arrêté royal du 25 octobre 2004 relatif aux modalités d'exécution des programmes de normalisation ainsi qu'à l'homologation ou l'enregistrement des normes, adopté en exécution de la loi du 3 avril 2003 relative à la normalisation, indique à ce sujet que L'Etat et toutes les personnes de droit public peuvent renvoyer aux normes publiées par le Bureau de Normalisation, dans les arrêtés, les ordonnances, les actes administratifs et les cahiers des charges, par simple référence à l'indicatif de ces normes.

Une publication intégrale au *Moniteur belge* n'est pas possible. En vertu de l'article 5 de l'arrêté royal du 25 octobre 2004, le Bureau possède le droit d'exploitation des bases de données et des documents de travail. Conformément à l'article 2 de l'arrêté royal du 25 octobre 2004 précité, l'Etat peut, dans les arrêtés, renvoyer aux normes publiées par le Bureau par simple référence à l'indicatif de ces normes.

Les professionnels qui souhaitent appliquer une norme doivent donc s'adresser au Bureau de Normalisation où ils peuvent l'acquérir à un prix fixé par cet organisme, ou la consulter gratuitement à la bibliothèque.

b) Les décisions de la Commission européenne sont publiées dans le *Journal officiel de l'Union européenne* sous forme électronique.

Il n'y a donc pas lieu de publier cette décision une nouvelle fois au *Moniteur belge*.

3. Plusieurs dispositions du projet permettent de recourir à des normes ou procédures permettant d'assurer un niveau de protection équivalent.

Le Conseil d'Etat observe qu'il convient de déterminer le mode de preuve selon lequel une telle équivalence peut être établie

a) Le projet soumis au Conseil d'Etat indique que la performance en matière de résistance au feu d'un élément de construction est attestée par un rapport de classement pour l'application en cause établi par un laboratoire ou un organisme de certification d'un Etat membre de l'Union européenne ou d'un autre pays, partie contractante de l'accord relatif à l'Espace économique européen, présentant les garanties d'indépendance et de compétence telles qu'elles sont fixées dans les normes de la série EN 45000 ou NBN EN ISO/IEC 17025 ou des garanties équivalentes.

Dans le présent projet, la précision « ou des garanties équivalentes » est supprimée.

En effet, la compétence de ces organismes est reconnue par BELAC, Organisation belge d'Accréditation, sur la base des normes de la série EN 45000 ou NBN EN ISO/IEC 17025. Il n'existe pas d'autre moyen d'évaluer la compétence et l'indépendance de ces organismes en Belgique à moins d'instaurer un système de reconnaissance par l'Etat.

b) Selon le point 2. 1, 3° a) de l'article 1<sup>er</sup> du projet, le rapport de classement attestant la résistance au feu d'un élément de construction peut être basé sur un ou des essais effectués conformément à une norme ou spécification technique d'un autre Etat membre de l'Union européenne ou d'un autre pays, partie contractante de l'accord relatif à l'Espace économique européen permettant d'assurer un niveau de protection équivalent.

Cette remarque est rencontrée dans l'article 3 de l'arrêté royal du 7 juillet 1994; en effet, selon cet article, le maître d'ouvrage, ou son délégué, doit montrer que l'équivalence est établie au moyen des documents nécessaires.

Un document imposé par le projet est le rapport de classement établi par laboratoire ou un organisme de certification d'un Etat membre de l'Union européenne ou d'un autre pays, partie contractante de l'accord relatif à l'Espace économique européen, présentant les garanties d'indépendance et de compétence telles qu'elles sont fixées dans les normes de la série EN 45000 ou NBN EN ISO/IEC 17025. Ce rapport peut être accompagné, si nécessaire, de tout document réglementaire ou non montrant que le produit est utilisé dans l'Etat de provenance pour des emplois équivalents.

4. Le projet soumis à l'avis du Conseil d'Etat organisait un système de contrôle du placement des portes résistant au feu, à effectuer par un organisme de contrôle accrédité avant la mise en service du bâtiment. Toutefois, il était prévu qu'étaient exemptées de ce contrôle, les portes résistant au feu placées par des placeurs certifiés, pour les activités de placement, par un organisme accrédité de certification de personnes.

a) Een norm geeft de regels van goed vakmanschap weer die, op het moment dat ze worden aangenomen, gelden voor een bepaald product, een bepaald procédé of een bepaalde dienst.

Op zich is het naleven van een norm niet verplicht. Het wordt dit wel wanneer dit door afdwingbare regelgeving zo wordt voorgeschreven. Artikel 2 van het koninklijk besluit van 25 oktober 2004 betreffende de uitvoeringsmodaliteiten van de normalisatieprogramma's evenals de bekrachtiging of registratie van normen, genomen in uitvoering van de wet van 3 april 2003 betreffende de normalisatie, bepaalt in dit verband dat de Staat en de andere publiekrechtelijke personen aan de door het Bureau voor Normalisatie gepubliceerde normen kunnen refereren in besluiten, verordeningen, administratieve handelingen en bestekken door een eenvoudige verwijzing naar het indicatief van deze normen.

Een integrale bekendmaking van de norm in het *Belgisch Staatsblad* is niet mogelijk. Krachtens artikel 5 van het koninklijk besluit van 25 oktober 2004 beschikt het bureau voor Normalisatie over de exploitatierechten van de gegevensbanken en van de werkdokument. Overeenkomstig artikel 2 van het voormeld koninklijk besluit van 25 oktober 2004 kan de Staat in besluiten alleen maar aan de door het Bureau gepubliceerde normen refereren door een eenvoudige verwijzing naar het indicatief van deze normen.

Professionelen die een norm willen naleven, dienen zich aldus te wenden tot het Bureau voor Normalisatie. Zij kunnen er de norm aankopen, tegen een door die instelling vastgestelde prijs, of haar gratis raadplegen in de bibliotheek.

b) De beschikkingen van de Europese Commissie worden onder elektronische vorm gepubliceerd in het *Officiële Publicatieblad van de Europese Gemeenschappen*.

Er is dus geen reden om deze beschikkingen opnieuw te publiceren in het *Belgisch Staatsblad*.

3. Verscheidene bepalingen van het ontwerp bieden de mogelijkheid beroep te doen op een gelijkwaardig veiligheidsniveau van normen of procedures.

De Raad van State merkt op dat de wijze moet worden bepaald waarop die gelijkwaardigheid kan worden aangetoond.

a) Het ontwerp, dat aan de Raad van State voorgelegd werd, bepaalt dat de prestatie op het gebied van de weerstand tegen brand van een bouwelement kan worden bewezen door een classificatie-rapport voor de desbetreffende toepassing opgemaakt door een laboratorium of certificatieorganisme uit een Lidstaat van de Europese Unie of uit een ander land dat deel uitmaakt van de Europese Economische Ruimte, dat de waarborgen inzake onafhankelijkheid en bekwaamheid zoals vastgelegd in de normen van de reeks EN 45000 of NBN EN ISO/IEC 17025 of gelijkwaardige waarborgen aantoont.

In het huidige ontwerp wordt "of gelijkwaardige waarborgen biedt" weggelaten.

De bevoegdheid van deze organismen wordt immers erkend door BELAC, de Belgische Accreditatieorganisatie op basis van de normen van de reeks EN 45000 of EN ISO/IEC 17025. In België bestaat er geen ander middel om de bevoegdheid en de onafhankelijkheid van deze organismen te evalueren tenzij er een erkenningssysteem wordt ingevoerd door de overheid.

b) Volgens punt 2.1, 3° a) van artikel 1 van het ontwerp mag de prestatie met betrekking tot de brandwerendheid van een bouwelement wordt geattesteerd door een klasseringsrapport gebaseerd op één of meerdere beproevingen uitgevoerd volgens een norm of technische specificatie van een andere Lidstaat van de Europese Unie of van een ander land dat deel uitmaakt van de Europese Economische Ruimte waarbij een gelijkwaardige graad van bescherming wordt gegarandeerd.

Het artikel 3 van het koninklijk besluit van 7 juli 1994 komt tegemoet aan deze opmerking. Volgens dit artikel moet de bouwheer of zijn afgevaardigde namelijk de gelijkwaardigheid met de nodige documenten aantonen.

Een door het ontwerp verplicht document is het klasseringsrapport uitgewerkt door een laboratorium of certificatieorganisme uit een Lidstaat van de Europese Unie of uit een ander land dat deel uitmaakt van de Europese Economische Ruimte, dat de waarborgen inzake onafhankelijkheid en bekwaamheid biedt zoals vastgelegd in de normen van de reeks EN 45000 of NBN EN ISO/IEC 17025. Bij dit rapport kan indien nodig elk al dan niet reglementair document worden toegevoegd dat aantoont dat het product in het land van oorsprong voor gelijkaardig gebruik wordt aangewend.

4. Het ontwerp voor advies voorgelegd aan de Raad van State bepaalde een systeem voor controle van de plaatsing van de brandwerende deuren, die verricht moet worden door een geaccrediteerde controleinstelling voor de ingebruikneming van het gebouw. Evenwel werd voorzien dat brandwerende deuren geplaatst door plaatsers die voor plaatsing gecertificeerd zijn door een geaccrediteerde certificatieinstelling van personen, vrijgesteld werden van die controle.

Le Conseil d'Etat observe que le Roi ne peut pas, en exécution de l'article 2 de la loi du 30 juillet 1979, organiser un régime de certification pour les placeurs de portes résistant au feu.

Les dispositions mises en cause par le Conseil d'Etat ont été supprimées.

J'ai l'honneur d'être,

Sire,  
De Votre Majesté,  
Le très respectueuse  
Et le très fidèle serviteur  
Le Ministre de l'Intérieur,  
P. DEWAELE

**13 JUIN 2007. — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 7 juillet 1994 fixant les normes de base en matière de prévention contre l'incendie et l'explosion, auxquelles les bâtiments nouveaux doivent satisfaire**

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 30 juillet 1979 relative à la prévention des incendies et des explosions ainsi qu'à l'assurance obligatoire de la responsabilité civile dans ces mêmes circonstances, notamment l'article 2, modifié par la loi du 22 décembre 2003;

Vu l'arrêté royal du 7 juillet 1994 fixant les normes de base en matière de prévention contre l'incendie et l'explosion, auxquelles les bâtiments nouveaux doivent satisfaire, modifié par les arrêtés royaux des 18 décembre 1996, 19 décembre 1997 et 4 avril 2003;

Vu l'avis du Conseil supérieur de la Sécurité contre l'incendie et l'explosion du 24 novembre 2005;

Vu l'accomplissement des formalités prescrites par la Directive 98/34/CE du Parlement européen et du Conseil prévoyant une procédure d'information dans le domaine des normes et réglementations techniques;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 10 novembre 2006;

Vu l'avis 42.307/4 du Conseil d'Etat, donné le 7 mars 2007;

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Intérieur et de l'avis de Nos Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

**Article 1<sup>er</sup>.** Le point 2 de l'annexe 1 de l'arrêté royal du 7 juillet 1994 fixant les normes de base en matière de prévention contre l'incendie et l'explosion, auxquelles les bâtiments nouveaux doivent satisfaire, modifié par l'arrêté royal du 19 décembre 1997, est remplacé par la disposition suivante :

« 2. RESISTANCE AU FEU

La résistance au feu est l'aptitude d'un élément d'un ouvrage à conserver, pendant une durée déterminée, la capacité portante, l'étanchéité et/ou l'isolation thermique requises, spécifiées dans un essai normalisé de résistance au feu.

Le système de classification pour la performance en matière de résistance au feu des produits de construction ainsi que des ouvrages et des parties d'ouvrage de construction est décrit dans l'annexe de la décision de la Commission 2000/367/CE du 3 mai 2000, mettant en œuvre la directive 89/106/CEE du Conseil, en ce qui concerne la classification des caractéristiques de résistance au feu des produits de construction, des ouvrages de construction ou de parties de ceux-ci, modifiée par la décision 2003/629/CE du 27 août 2003.

2.1 Evaluation générale des éléments de construction

La performance en matière de résistance au feu d'un élément de construction est attestée

1° par les informations accompagnant le marquage CE;

2° à défaut de marquage CE

a) par un rapport de classement pour l'application en cause établi par un laboratoire ou un organisme de certification d'un Etat membre de l'Union européenne ou d'un autre pays, partie contractante de l'accord relatif à l'Espace économique européen, présentant les garanties d'indépendance et de compétence telles qu'elles sont fixées dans les normes de la série EN 45000 ou NBN EN ISO/IEC 17025;

Ce rapport de classement est basé sur l'une des procédures d'évaluation suivantes :

De Raad van State merkt op dat de Koning, in uitvoering van artikel 2 van de wet van 30 juli 1979, niet gerechtigd is om te voorzien in een certificatieregeling van plaatsers van brandwerende deuren.

Deze bepalingen, die door de Raad van State in twijfel worden getrokken, werden weggelaten.

I k heb de eer te zijn,

Sire,  
van Uwe Majesteit,  
de zeer eerbiedige  
en getrouwe dienaar  
De Minister van Binnenlandse Zaken,  
P. DEWAELE

**13 JUNI 2007. — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 7 juli 1994 tot vaststelling van de basisnormen voor de preventie van brand en ontploffing waaraan de nieuwe gebouwen moeten voldoen**

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 30 juli 1979 betreffende de preventie van brand en ontploffing en betreffende de verplichte verzekering van de burgerrechtelijke aansprakelijkheid in dergelijke gevallen, inzonderheid op artikel 2, gewijzigd bij de wet van 22 december 2003;

Gelet op het koninklijk besluit van 7 juli 1994 tot vaststelling van de basisnormen voor de preventie van brand en ontploffing waaraan de nieuwe gebouwen moeten voldoen, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 18 december 1996, 19 december 1997 en 4 april 2003;

Gelet op het advies van de Hoge Raad voor beveiliging tegen brand en ontploffing van 24 november 2005;

Gelet op de uitvoering van de formaliteiten die voorgeschreven zijn door de Richtlijn 98/34/EG van het Europees Parlement en van de Raad die een informatieverordening voorziet op het gebied van normen en technische voorschriften;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 10 november 2006;

Gelet op advies 42.307/4 van de Raad van State, gegeven op 7 maart 2007;

Op de voordracht van Onze Minister van Binnenlandse Zaken en op het advies van Onze in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

**Artikel 1.** Punt 2 van bijlage 1 van het koninklijk besluit van 7 juli 1994 tot vaststelling van de basisnormen voor de preventie van brand en ontploffing waaraan de nieuwe gebouwen moeten voldoen, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 19 december 1997, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« 2. BRANDWERENDHEID

De brandwerendheid behelst het vermogen van een bouwelement om gedurende een bepaalde tijdsduur te voldoen aan de voor de standaardproef voor de brandwerendheid gespecificeerde criteria ten aanzien van de dragende functie, de vlamdichtheid en/of thermische isolatie.

Het indelingssysteem voor het gedrag bij brand van voor de bouw bestemde producten, bouwwerken en delen daarvan is beschreven in de bijlage van de beschikking van de Commissie 2000/367/EG van 3 mei 2000 ter uitvoering van de richtlijn 89/106/EEG van de Raad inzake de indeling van voor de bouw bestemde producten, bouwwerken en delen daarvan in klassen van materiaalgedrag bij brand, gewijzigd door de beschikking 2003/629/EG van 27 augustus 2003.

2.1 Algemene beoordeling van bouwelementen

De prestatie met betrekking tot de brandwerendheid van een bouwelement wordt geattesteerd :

1° door de informatiegegevens bij de CE-markering;

2° bij gebrek aan CE-markering :

a) door een classificatierapport voor de desbetreffende toepassing opgemaakt door een laboratorium of een certificatieorganisme uit een Lidstaat van de Europese Unie of uit een ander land dat deel uitmaakt van de Europese Economische Ruimte, dat de waarborgen inzake onafhankelijkheid en bekwaamheid zoals vastgelegd in de normen van de reeks EN 45000 of NBN EN ISO/IEC 17025 aantoont;

Dat classificatierapport is gebaseerd op één van de volgende evaluatieprocedures :

- 1) un ou des essais effectués selon la norme européenne pertinente;
- 2) un ou des essais effectués selon la norme NBN 713-020;
- 3) un ou des essais effectués selon une norme ou spécification technique d'un autre Etat membre de l'Union européenne ou d'un autre pays, partie contractante de l'accord relatif à l'Espace économique européen permettant d'assurer un niveau de protection équivalent;

4) une analyse de résultats d'essais conduisant à un domaine d'application déterminé;

b) par une note de calcul élaborée selon une méthode agréée par le Ministre de l'Intérieur selon la procédure et les conditions qu'il détermine;

c) par les informations accompagnant un agrément BENOR et/ou ATG, ou une appréciation équivalente acceptée dans un autre Etat membre de l'Union européenne ou d'un autre pays, partie contractante de l'accord relatif à l'Espace économique européen.

## 2.2 Evaluation spécifique pour les portes résistant au feu

### § 1<sup>er</sup>. Des exigences relatives aux portes résistant au feu

1° La résistance au feu des portes est testée selon les normes NBN EN 1654-1 et NBN EN 13501-2.

2° De plus, les portes résistant au feu sont testées :

a) selon les normes d'essai NBN EN 951 et NBN EN 1294 pour ce qui concerne les dimensions;

b) selon les normes d'essai NBN EN 952 et NBN EN 1294 pour ce qui concerne la planéité;

c) selon les normes d'essai NBN EN 947, NBN EN 948, NBN EN 949 et NBN EN 950 pour ce qui concerne les performances mécaniques;

d) selon les normes d'essai NBN EN 1191 et NBN EN 12046-2 pour ce qui concerne la durabilité mécanique.

3° Les performances minimales exigées pour les caractéristiques testées au point 1° sont, respectivement, les suivantes :

a) classe (D)2 selon la norme de classement NBN EN 1529;

b) classe (V) 2 selon la norme NBN EN 1530, et classe (V)1 en fonction du niveau de sollicitation climatologique selon la norme de classement NBN EN 12219;

c) classe (M)2 selon la norme de classement NBN EN 1192;

d) classe (f)4 selon la norme de classement NBN EN 12400.

Les exigences relatives à la durabilité mécanique sont renforcées en fonction de l'usage de la porte conformément aux recommandations de la norme NBN EN 12400.

4° Les portes résistant au feu font l'objet, en ce qui concerne les exigences en matière de résistance au feu et les exigences minimales fixées au point 2°, d'une attestation de conformité selon le système décrit au point 2, i) de l'annexe II de l'arrêté royal du 19 août 1998 concernant les produits de construction, sans essais par sondage d'échantillons prélevés dans l'usine, sur le marché ou sur le chantier.

## § 2. Des exigences relatives au placement des portes résistant au feu

Les portes résistant au feu doivent être placées conformément aux conditions de placement sur la base desquelles elles ont

obtenu leur classement en matière de résistance au feu. »

**Art. 2.** Le présent arrêté entre en vigueur le premier jour du sixième mois qui suit celui au cours duquel il aura été publié au *Moniteur belge*.

**Art. 3.** Notre Ministre de l'Intérieur est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 13 juin 2007.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de l'Intérieur,  
P. DEWAELE

1) één of meerdere beproevingen uitgevoerd volgens de Europese norm ter zake;

2) één of meerdere beproevingen uitgevoerd volgens de norm NBN 713-020;

3) één of meerdere beproevingen uitgevoerd volgens een norm of technische specificatie van een andere lidstaat van de Europese Unie of van een ander land dat deel uitmaakt van de Europese Economische Ruimte, waarbij een gelijkwaardige graad van bescherming wordt gegarandeerd;

4) een analyse van beproevingsresultaten die leidt tot een welbepaald toepassingsgebied;

b) door een berekeningsnota uitgewerkt volgens een methode goedgekeurd door de Minister van Binnenlandse Zaken, volgens de procedure en de voorwaarden die hij vastlegt;

c) door de informatie bij een BENOR- en/of ATG-goedkeuring, of door een gelijkwaardige beoordeling aanvaard in een andere lidstaat van de Europese Unie of in een ander land dat deel uitmaakt van de Europese Economische Ruimte.

## 2.2 Specifieke beoordeling van de brandwerende deuren

### § 1 Vereisten betreffende de brandwerende deuren

1° De brandweerstand van de deuren wordt getest volgens de normen NBN EN 1654-1 en NBN EN 13501-2.

2° Bovendien worden de brandwerende deuren getest :

a) volgens de testnormen NBN EN 951 en NBN EN 1294 voor wat betreft de afmetingen;

b) volgens de testnormen NBN EN 952 en NBN EN 1294 voor wat betreft de vlakheid;

c) volgens de testnormen NBN EN 947, NBN EN 948, NBN EN 949 en NBN EN 950 voor wat betreft de mechanische prestaties;

d) volgens de testnormen NBN EN 1191 en NBN EN 12046-2 voor wat betreft de mechanische duurzaamheid.

3° De minimale vereiste prestaties voor de in punt 1° geteste kenmerken zijn, respectievelijk, de volgende :

a) klasse (D)2 volgens de classificatienorm NBN EN 1529;

b) klasse (V) 2 volgens de norm NBN EN 1530, en klasse (V)1 na gelang van het klimatologische sollicitatieniveau volgens de classificatienorm NBN EN 12219;

c) klasse (M)2 volgens de classificatienorm NBN EN 1192;

d) klasse (f)4 volgens de classificatienorm NBN EN 12400.

De vereisten betreffende de mechanische duurzaamheid worden naar gelang van het gebruik van de deur strenger gemaakt, overeenkomstig de aanbevelingen van de norm NBN EN 12400.

4° De brandwerende deuren maken, met betrekking tot de vereisten inzake brandwerendheid en de minimale vereisten bepaald in punt 2°, het voorwerp uit van een verklaring van overeenstemming volgens het systeem beschreven in punt 2, i) van de bijlage II van het koninklijk besluit van 19 augustus 1998 betreffende de bouwproducten, met uitzondering van de steekproefsgewijze controle van in de fabriek, op de markt of op de bouwplaats genomen monsters.

## § 2 Vereisten betreffende de plaatsing van de brandwerende deuren

De brandwerende deuren moeten geplaatst worden volgens de plaatsingsvoorwaarden waarvoor ze hun classificatie inzake

brandwerendheid bekomen hebben. »

**Art. 2.** Dit besluit treedt in werking op de eerste dag van de zesde maand na die waarin ze is bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad*.

**Art. 3.** Onze Minister van Binnenlandse Zaken is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 13 juni 2007.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Binnenlandse Zaken,  
P. DEWAELE